

EN BREF

BUDGET DE
DÉPENSES
2025-2026

POUR UN QUÉBEC FORT

STRATÉGIE DE GESTION DES DÉPENSES



Croissance des dépenses de programmes 2025-2026 : près de 2,6 milliards \$

Les principales initiatives : 2 150,9 M\$ Santé · Éducation · Économie

Soutenir les Québécois

1 399,5 M\$



Assurer une meilleure
prestation des soins
de santé et des
services sociaux

772,0 M\$



Encourager l'éducation
et le développement
des jeunes

202,6 M\$



Mettre en valeur
la culture et l'identité
québécoise

151,7 M\$



Appuyer les collectivités

58,8 M\$



Favoriser le bien-être
des personnes vulnérables

214,4 M\$

Stimuler la création de richesse

751,4 M\$



Soutenir
et dynamiser
l'économie
québécoise

491,0 M\$



Accroître
notre capacité
à innover

80,8 M\$



Favoriser
l'apport des
régions à la
création
de richesse

179,6 M\$

Performance de l'État

Simplification des processus administratifs

- Réduction de la bureaucratie pour les ministères et organismes publics
- Allègement administratif pour les bénéficiaires d'aides gouvernementales
- Meilleure adaptation des programmes aux réalités régionales



Amélioration des services aux citoyens

- Allègement des démarches administratives
- Accélération du traitement des demandes



Meilleur suivi de la performance

- Bonification du Tableau de bord par l'ajout d'une trentaine d'organismes



Examen des dépenses budgétaires

Révision de l'ensemble des dépenses budgétaires pour maintenir une saine gestion des finances publiques

- Optimisation des dépenses administratives et des façons de faire
- Plafonnement des tarifs de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux
- Transformation de l'État
 - Plan d'optimisation des espaces et des loyers de l'administration gouvernementale
 - Gouvernance et gestion des ressources informationnelles gouvernementales
 - Création de nouveaux regroupements d'achats

Les mesures d'efficience identifiées totaliseront **3,0 G\$** au terme de l'exercice 2029-2030, dont **0,6 G\$** dès l'exercice 2025-2026.

MARCHÉS PUBLICS :



levier économique majeur
pour favoriser l'achat québécois

En 2023-2024,
les marchés publics
ont représenté

32 892 contrats

de 25 000 \$ et plus,
pour une valeur totale
de **31,6 G\$**.

Contrats octroyés
à des **entreprises québécoises**



91 %

**Contrats
de services**



99 %

**Travaux
de construction**

Depuis le lancement de la Stratégie
gouvernementale des marchés
publics en 2022, les acquisitions
de biens québécois ont connu
une hausse de

1,2 G\$,

ce qui a entraîné une hausse de

2,1 G\$

du produit intérieur brut réel
du Québec et une hausse des
investissements privés de

0,8 G\$.

Une réponse graduelle, mesurée et ciblée aux droits de douane américains

- Pénalité variant de 10 %
à 25 % pour les entreprises
situées aux États-Unis qui
soumissionnent sur les appels
d'offres gouvernementaux
pour certains contrats
d'approvisionnement
- Utilisation optimale
des marges de manœuvre
offertes par les accords
de libéralisation des marchés
publics
 - mise en place de marchés
réservés aux petites
entreprises du Québec
 - exigence de produits,
de services ou de travaux
de construction québécois
 - exigences incluses dans
les appels d'offres pouvant
être rencontrées par les
entreprises d'ici
- Resserrement des règles
encadrant les acquisitions par
l'intermédiaire de plateformes
d'achat en ligne

Conseil du trésor

Québec

